

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

SAMEDI 27  
DIMANCHE 28

DÉCEMBRE  
1975

N° 69  
1,50 F

Belgique - Luxembourg : 15F

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

ARMÉE

## Les avocats des inculpés parlent

Dans un communiqué, dernière l'attaque contre le mouvement des soldats, inculpés civils et militaires c'est une attaque de bien devant la Cour de Sûreté plus grande envergure de l'État ont dénoncé l'arbitraire des poursuites engagées.

Il en ressort clairement que le motif invoqué de démolition de l'armée n'est qu'un prétexte, et que le dossier est vide. Rien dans le dossier d'accusation ne permet d'établir la thèse du «complot étranger» et de la mise en cause de la défense nationale. La baudruche se dégonfle lamentablement révélant encore une fois que

bourgeois est plus que jamais à l'ordre du jour alors que 15 militants sont en prison, et qu'aucune des poursuites n'a été annulée contre ceux qui ont été libérés.

Libérez tous les emprisonnés !  
Arrêt de toutes les poursuites !

LES AVOCATS DÉCLARENT :

» 1) Ne plus être liés par le secret de l'instruction, auquel il a été gravement porté atteinte par l'exploitation gouvernementale de documents isolés, l'intérêt et l'honneur de leurs clients commandant l'information complète de l'opinion publique ;

» 2) Qu'il ressort du dossier d'instruction tel que constitué à ce jour qu'il n'existe aucune entreprise de démolition de l'armée en vue de nuire à la défense nationale, dont seule l'existence aurait pu justifier la saisine de la Cour de Sûreté ;

» 3) Que les poursuites actuelles constituent donc un détournement du pouvoir judiciaire servant d'alibi à une véritable «chasse aux sorcières» et à l'instauration du délit d'opinion. Ils dénoncent les dangers de telles gandes manœuvres politiques, développant en France un système de répression contraire à tout état de droit aux libertés démocratiques et syndicales, par l'usage arbitraire de prérogatives policières exceptionnelles et de la détention provisoire.

» Ils attirent à nouveau et solennellement l'attention de l'opinion publique sur le péril que constitue l'existence de juridictions d'exception telles que la Cour de Sûreté, condamnées nécessairement à servir d'instruments politiques entre les mains de gouvernements sans égard à l'intérêt réel de la nation et aux libertés individuelles, dont le mépris peut entraîner des conséquences tragiques et, hélas ! définitives.»

USINOR ( Valenciennes )

## TOUTE LA VIE D'UNE REGION MENACEE

(voir notre reportage page 6)

C'est par la voix de M. Nathan Hudson (directeur des relations extérieures et du personnel), et sur les ondes d'Europe N° 1 que les 4 300 ouvriers d'Usinor Trith-Saint-Léger, près de Valenciennes ont appris les projets de leur direction : arrêt de la fabrication de fonte et d'acier à Trith, autrement dit, fermeture des hauts-fourneaux et des aciéries. Bilan de l'opération pour les travailleurs : 2 000 suppressions d'emplois. Déjà, un haut-fourneau a été arrêté, soi-disant momentanément et n'a jamais été remis en route. Il serait question d'amener la fonte et l'acier depuis Denain, jusqu'en 78, et après...

Ce qui est en question dans cette affaire, c'est comme toujours, la recherche du profit : les produits longs (poutrelles) fabriqués à Trith, sont moins rentables que les produits plats (tôles) fabriqués à Dunkerque.

## Liévin un an après

Voir pages 4 et 5

Il y a un an les sirènes retentissaient à Liévin, annonçant la terrible nouvelle. A nouveau le pays minier était plongé dans le deuil : 42 mineurs avaient trouvé la mort à la fosse 3.

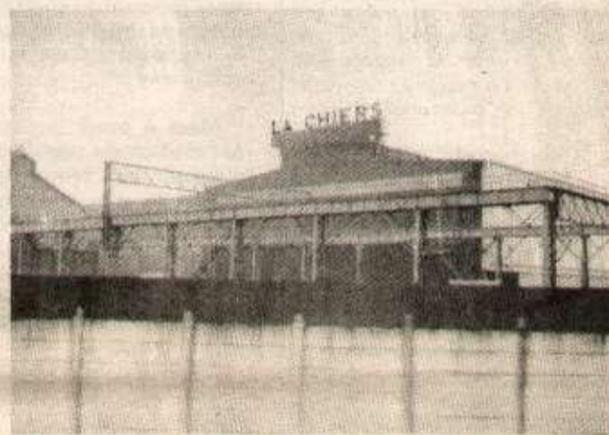
A partir des témoignages des mineurs, la Commission Populaire d'Enquête constituait un dossier prouvant de manière irréfutable la culpabilité des Houillères dans l'assassinat de leurs 42 camarades.

Un an après l'enquête officielle n'a pas avancé, le rapport du service des Mines a conclu à la non responsabilité des Houillères.

Pour empêcher que la

Les rapaces de l'acier, après s'être enrichis pendant des décennies sur le dos des travailleurs du Vallenciennois, veulent abandonner cette région sous prétexte de rentabilisation. Qu'importe pour eux le sort des centaines de familles ouvrières. «Nous ne licencierons pas», déclarent-ils avec démagogie. Ce dont ils ne parlent pas, ce sont les déclassements, les mutations à Denain, les pressions pour obliger les gars au «départ volontaire», les «pré-retraites...

De toute façon, ils veulent supprimer 2 000 emplois, ils l'ont dit clairement. Dans l'immédiat, 2 500 ouvriers sont frappés par 10 jours de chômage. Pour beaucoup d'entre eux, c'est leur premier Noël qu'ils passent à la maison. Mais à la rentrée, il va falloir mettre un plan de combat sur pieds. Pas question de laisser faire Usinor !

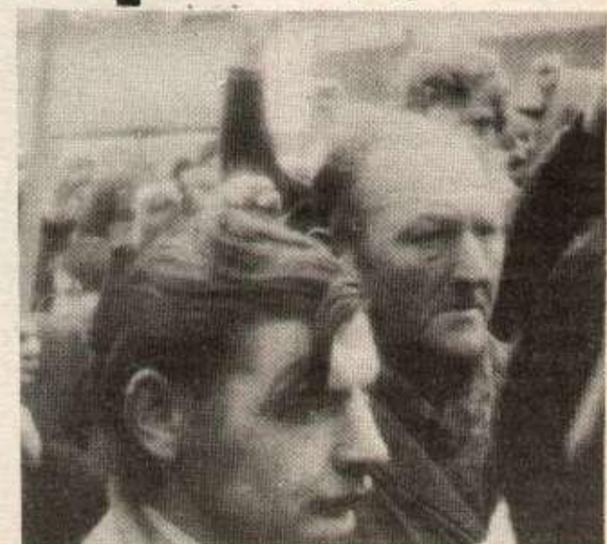


## PORTUGAL Republica doit vivre ! Republica vivra !

Suite page 8

Une passe brève, apparemment anodine, dans le communiqué du dernier conseil des ministres portugais : le journal «Republica» ne pourra plus réparer «tant qu'un nouveau directeur ne sera pas nommé conformément à la loi sur la presse». Aux termes de cette loi, cela signifie que «Republica» devrait revenir à ses anciens propriétaires du parti socialiste.

Juillet 1975 : voilà six mois, à l'issue d'une grève, la Commission des Travailleurs prenait le contrôle de «Republica», après avoir chassé l'ancien directeur, Raul Rego, dirigeant du PS. Rego dispose aujourd'hui, grâce à d'importants apports financiers, d'un nouveau journal, «A Luta», et sa tentative pour reprendre «Republica» n'est qu'une volonté d'imposer silence au peuple.



Les Mineurs exigent que la vérité soit faite...

# 1975 : 12 MOIS DE LUTTE CONTRE L'IMPERIALISME EN CRISE

## mars

**1<sup>er</sup> mars :** ouverture des «journées internationales de la femme», à Paris, au Palais des Congrès de la Porte Maillot. 1500 femmes avaient répondu à l'invitation de Mme Giroud : femmes chefs d'entreprises ou femmes magistrats, professeurs, ingénieurs (!)... Quant aux femmes, exploitées, opprimées à l'usine, esclaves des tâches ménagères, victimes de la surexploitation capitaliste, dans tous les domaines de la vie, elles avaient pris ce congrès pour ce qu'il était : une mystification.

**3 mars :** Chirac interviewé à TF1, 5 jours après le tabassage au bar de Thelème de Maître Benhachenou par la brigade anti-gang déclare : «la police fait son travail admirablement... je donne un coup de chapeau à la façon dont la police y compris la brigade anti-gang opère...!»

**4 mars :** 17 procédures de licenciements sont engagées par la direction de la Régie ! Il s'agit pour elle de briser la combativité des travailleurs et d'obtenir la reprise du travail.

**6 mars :** début de l'occupation par les travailleurs de Lang de leur usine, avec les travailleurs de Chauffour à Vitry et de Mazarine à Cachan, c'est la 3<sup>e</sup> imprimerie du «Labeur» occupée. Les travailleurs du Parisien libéré, quant à eux, occupent les locaux de la rue d'Enghien, depuis le début du mois, pour s'opposer aux licenciements et aux projets de démantèlement du syndicat FFTL.

**11 mars :** échec du coup d'Etat fasciste de Spinola : bien qu'il ait bénéficié du soutien de tous les débris politiques issus du parti de Caetano, de Salazar, et des plus grands trusts portugais, il échoue devant la mobilisation des masses et le refus des soldats de participer aux opérations des officiers putschistes.

**17 mars :** l'armée des fantoches saïgonnais, ne peut plus faire face aux attaques des patriotes et est contrainte d'abandonner la majeure partie des Hauts-Plateaux, y compris les villes de Kantun et Pleiku. Thieu a beau minimiser l'importance de cette défaite, c'est en fait le tournant de la guerre...

**26 mars :** «Nos cuves sont pleines, mais nos portefeuilles sont vides !». Ils étaient 40 000 viticulteurs en colère, à manifester à Sète contre le marché commun agricole qui a organisé la saturation du marché du vin en Europe pour ruiner les petits producteurs, pour faire baisser le cours au profit des gros négociants et des trusts agricoles.

**28 mars :** les Soviétiques se décident à fermer l'ambassade de Lon Nol à Moscou et à rappeler leur ambassadeur : ils auront attendu l'ultime moment celui où Lon Nol lui-même prépare ses bagages, pour prendre ces mesures !!

## LYCÉE ET C.E.T. A L'ACTION CONTRE LA RÉFORME HABY :

### un vaste mouvement

### contre l'école de classe

La riposte de la jeunesse scolarisée au projet du ministre a été rapide et massive. Partout ou presque après les assemblées générales, les discussions et les débats du mois de février, l'action s'est engagée. Les grèves et les manifestations dont celles du jeudi 13 mars, ont généralement bien mis en évidence la fonction et le sens de la réforme bourgeoise de l'enseignement : Haby = sélection sociale renforcée, adaptation stricte de l'école aux besoins de l'économie capitaliste, démagogie et répression contre le mouvement de la jeunesse scolarisée.

Mais à partir de la mise en accusation de l'école de classe, c'est à une remise en cause beaucoup plus large de la place qui est faite aux jeunes en régime capitaliste, qu'aboutit le mouvement. C'est toute son idéologie de division que la

réflexion collective de la jeunesse scolaire remet en cause (racisme, oppression de la femme, opposition jeunes-vieux, etc...). C'est aussi l'occasion de dénoncer les agressions et les crimes impérialistes, de présenter la victoire des peuples du monde, d'engager une campagne contre l'armée de guerre

civile, de lutter contre la politique de crise et... de montrer à la classe ouvrière qu'un potentiel important d'énergie révolutionnaire existe, à coup sûr dans la jeunesse !

Mais pour que cette énergie, encore traversée de multiples hésitations, s'affirme comme une force puissante, il lui faudra

poursuivre son effort d'organisation et de clarification par rapport aux multiples forces politiques qui la sollicitent, comme les révisionnistes qui tentent de dévoyer ces aspirations vers le programme commun, ou comme les trotskistes qui, à chaque fois, en fin de parcours servent de forces d'appoint aux révisionnistes.



## au tribunal populaire de Liévin ils sont 2500 à crier "HOUILLERES ASSASSIN"

2500 participants dont plusieurs centaines de mineurs ainsi que leurs familles ont participé activement au Tribunal Populaire de Liévin. Trois mois après la «catastrophe», crime du capital qui coûta la vie à 42 mineurs de la fosse 3, la Commission Populaire d'Enquête créée à l'initiative du PCR présentait les conclusions de ses travaux. «Il n'y a pas de fatalité, la vérité, la preuve, c'est à nous de l'apporter»...

Au lendemain même de la mort des 42, les premiers témoignages accablants pour les Houillères, étaient réunis. Rescapés, sauveteurs, camarades de travail et des dizaines de

jeunes du Nord mobilisés dans la Commission Populaire d'Enquête, recueillant patiemment tous les éléments qui allaient constituer l'acte d'accusation des Houillères, du système capitaliste, responsable fondamental de l'absence de sécurité. Dans toute la France, des Comités de soutien popularisent le travail de la Commission, des travailleurs du bâtiment, de la chimie et de la sidérurgie envoient des témoignages sur les accidents de travail et des maladies professionnelles dans leurs branches. Des médecins, des ingénieurs se mettent au service de la Commission. Et dès la troisième réunion, la CPE décidait de tenir un Tribunal Populaire.



La journée du 22, le matin, se tiennent 2 colloques : l'un sur les accidents du travail, l'autre sur les maladies professionnelles. Chaque colloque s'est déroulé avec la participation de plusieurs centaines de travailleurs, de jeunes venus de toute la France. Véritables dépositions pour le Tribunal Populaire, les interventions au cours de ces colloques ont fourni de nombreux éléments sur les conséquences de l'organisation capitaliste du travail sur la santé des masses populaires.

Puis en défilant dans les rues de Liévin, les mineurs et travailleurs d'autres corporations sont allés rendre hommage aux «42» à la fosse 3. Et là, les camarades de la Commission Populaire vont sceller une plaque commémorative : «Aux 42 mineurs envoyés à la mort le 24 décembre 1974, la Commission Populaire d'Enquête».

Visages graves, crispés, parfois au bord des larmes, poings levés ; une minute de silence est ensuite observée : le souvenir des camarades renforce la volonté de lutter contre un système où seul compte le profit. Pour les mineurs, que les Houillères et la bourgeoisie cherchent à isoler en disant qu'ils sont une «corporation à part», la présence ici devant le lieu de la catastrophe d'aussi nombreux travailleurs est un grand encouragement pour la lutte dans les mines.

Dès 14h, la foule commençait à entrer dans la grande

salle du cinéma Appolo, à la tribune : des travailleurs, des mineurs de Montceaux, de Faulquemont, de la Mure, de Bruay, de Liévin, un ouvrier du textile, un médecin... Des interventions de camarades de la CPE et de nombreux autres travailleurs commencent. Tous concourent à l'accusation des Houillères : aérage insuffisant et mal adapté, peu ou pas d'arrosage, des taffanels qui ne marchent pas, un seul gazier au lieu de deux. Cette absence de sécurité n'est pas seulement imputable à quelques boucs émissaires (ceux que l'enquête officielle est prête à inculper). Il est presque certain que tel ou tel ingénieur n'a effectivement rien fait pour modifier cet état de fait. Mais ce que montrent les mineurs et travailleurs venus de toute la France, c'est que cette absence de sécurité est générale dans toutes les fosses et tous les bagnes d'exploitation capitaliste du pays. Elle s'inscrit tout particulièrement dans la politique actuelle de relance... relance dans la logique du capital, la loi du profit.

Aujourd'hui, il faut unir ceux qui sont décidés à lutter. Le Tribunal Populaire a fait la démonstration concrète par son ampleur et malgré les calomnies de tous ces faux communistes et socialistes du PC et PS que la lutte est possible dans les mines. Cette lutte, il faut maintenant la développer et l'élargir. Oui, aujourd'hui la lutte est possible. L'espoir renaîtra dans les mines !

# 1975 : 12 MOIS DE LUTTE CONTRE L'IMPERIALISME EN CRISE

## avril

### APRES 5 ANS DE GUERRE POPULAIRE PHNOM PENH EST LIBEREE

Dans les rues de Phnom Penh éclate la joie de la victoire. «le 17 avril 1975, à 9 H 30, venant de toutes les directions, les Forces Armées Populaires de Libération Nationales du Cambodge se sont rejoints au siège de l'état-major de l'ennemi qu'elles ont totalement investi» communiquait le Grunk. Par milliers, les Phnom Penhois sont descendus dans la rue pour acclamer les FAPLNK, pour saluer leur victoire. Les drapeaux du GRUNK, les banderoles sortaient au grand jour, préparés par les masses depuis plusieurs jours. La population venait de lutter pendant 5 ans contre le régime des traîtres. Il y a peu de temps encore, des milliers de personnes défiaient la police de Lon Nol en tenant des meetings, elles exigeaient la démission des fantoches et la fin de l'agression US au Cambodge. La rencontre des FAPLNK et de la population de Phnom Penh, c'est la rencontre entre les frères de combat qui ont balayés ensemble le régime de Lon Nol, qui ont mis en déroute ensemble l'une des super-puissances qui aspirent à l'hégémonie dans le monde tandis que l'autre recevait les sbires de Lon Nol à Moscou !



Aujourd'hui les soldats de l'armée fantoche, raccolés et intégrés de force dans l'armée fraternisent avec les FAPLNK se mêlent à la population pour acclamer les forces de libération. Les réfugiés de Phnom Penh ont immédiatement pris le chemin du retour dans leurs villages. Loin d'être une mesure de rétorsion comme les chacals de la presse impéria-

liste ont voulu le faire croire, c'était le signe évident de la victoire totale du peuple cambodgien : plus d'un million de personnes avaient été déportées, les troupes fantoches les entraînaient dans leur retraite pour s'en faire un bouclier, empêcher les FAPLNK de les poursuivre. A Phnom Penh c'était une réserve d'hommes pour l'armée de Lon Nol.

Malgré la guerre, le GRUNK a mis en œuvre d'immenses réalisations, dont les résultats sont spectaculaires. Progressivement, les récoltes sont passées de 1 à 2, grâce aux équipes d'entraide pour les travaux agricoles impulsés par les comités FUNK. Non seulement les masses avaient suffisamment pour leurs besoins, mais le front était alimenté et il restait un excédent dont une part a été donnée au peuple du Sahel que le pillage néo-colonial a réduit à la famine.

En comptant exclusivement sur les richesses nationales et sur la mobilisation de la population, le GRUNK tout en dirigeant une guerre des plus héroïques, a permis la réalisation, de ce qu'aucun régime n'avait pu faire avant lui : permettre la satisfaction des larges masses.

Après la victoire complète, un tel pouvoir permettra des réalisations encore plus grande !

1<sup>er</sup> avril : Lon Nol part pour «un voyage officiel» de 48h dont... il ne reviendra jamais ! Son remplacement par son «intérimaire» Sauklam Khoy, est la dernière manœuvre de l'impérialisme US, elle ne fera que hâter la déconfiture totale des fantoches.

3 avril : ouverture de négociations à Billancourt grâce à la «tactique nouvelle» et «pleine de bonne volonté» des directions syndicales. En proposant aux travailleurs du Mans - sans perspectives nouvelles et affaiblis par l'isolement - d'arrêter le coulage «pendant un jour», les directions syndicales ont de fait mis la lutte sur la voie de garage.

5 avril : mort de Tchiang Kai-Chek : «chef de file des réactionnaires du Kuomintang, ennemi du peuple chinois»; il avait dû se réfugier sur l'île de Taïwan après avoir été chassé du continent par les forces de la Chine Populaire. Depuis, avec le soutien des USA, il avait étendu sa dictature sur le peuple de Taïwan, le séparant du reste de la Chine.

10 avril : 13 ans après la victoire du peuple algérien, le chef de file de l'impérialisme français vient en visite officielle en Algérie. Cette visite est un signe évident des nouveaux rapports de force dans le monde : un impérialisme français, en position de faiblesse, soucieux d'obtenir des avantages pour tenter de résoudre ses difficultés et un Tiers-Monde qui voit sa force et son unité grandir dans sa lutte contre le pillage et le dictat impérialiste.

12 avril : John Guenther Dean, ambassadeur US, fuit précipitamment Phnom Penh tandis que la presse bourgeoise déclenche une gigantesque campagne contre l'avancée victorieuse des peuples indochinois.

17 avril : victoire de la guerre du peuple : Phnom Penh est libéré ! Loin d'assister au «bain de sang» annoncé par la presse impérialiste, on voit partout éclater la joie et l'enthousiasme de la victoire.

21 avril : Thieu donne sa démission «dans l'espoir que sa décision conduira à un règlement politique pacifique». En fait le départ et le remplacement de celui qui fut pendant des années le premier bourreau de son peuple sera dénoncée pour ce qu'il est par le GRP : une ultime manœuvre de l'impérialisme US face à l'avancée victorieuse finale des forces patriotiques.

25 avril : PORTUGAL : un an après le soulèvement contre le régime fasciste de Caetano et après un mois de campagne électorale marquée par le matraquage de tous les partis bourgeois, les élections bourgeoises portugaises donnent une majorité absolue au PS et au PPD : échec des révisionnistes du PCP qui arrivent en 3<sup>e</sup> position !

30 avril : à son tour, l'ambassadeur Yankee à Saigon est chassée de son ambassade, c'est l'écroulement de plus de vingt années de crimes et de tortures yankee ; et c'est le signe infaillible de la justesse de la lutte de libération et de la politique de réconciliation nationale du GRP.

## 30 avril saigon ville ho chi minh ! ville libre !

Mais le mois d'avril restera aussi dans les mémoires pour la formidable avancée des patriotes vietnamiens, préparant la victoire finale. En quelques jours c'est l'évacuation par les fantoches de Thieu des Hauts-plateaux avec la perte de Hué, Da Nang... puis la tentative de créer un périmètre de défense autour de Saïgon connaît un échec complet : à Xuan Loc où Thieu avait engagé ses réserves stratégiques, c'est-à-dire les troupes chargées de défendre Saïgon, la défaite paraît fin avril comme inévitable. A cette époque l'ensemble des lignes de défense est en train de s'effondrer. L'aéroport de Bien-Hoa, la grande base aérienne de Saïgon est en cours d'évacuation.



Dans Da Nang libéré...

Les Etats-Unis veulent gagner du temps, ils forcent Thieu à démissionner mais la solution ne réside pas dans un changement de fantoche, la solution exigée de tous est la mise en place à Saïgon d'un gouvernement décidé à appliquer les accords de Paris.

L'entêtement des USA ne sauvera pas. En 3 jours au nord-est de Saïgon, les troupes fantoches ont été balayées des

deux villes de Phan Rang et Phan Tiet, dernières villes côtières importants au nord de Saïgon, dont les fantoches n'avaient pas été chassés. La population des zones encore occupées dans la province de Binh Thuy se soulève... Alors la panique gagne l'ambassade américaine à Saïgon, les archives sont brûlées et le 30 avril l'ambassadeur yankee est contraint à fuir. La victoire définitive sera acquise à la veille du 1<sup>er</sup> mai.



Affolés les fantoches jettent à la mer leur hélicoptère pour s'enfuir en bateau...

# LIEVIN 27 décembre 1974, 42 mineurs sont envoyés à la mort 27 décembre 1975, les coupables ne sont toujours pas inquiétés

## LE RAPPORT DU SERVICE DES MINES : une tentative pour blanchir les houillères

extraits de «Le Mineur Accusé» N°5

POUR LE SERVICE DES MINES, LA SÉCURITÉ ÉTAIT BIEN FAITE AU QUARTIER DES SIX SILLONS

Il n'y aurait pas eu d'accumulation de grisou !

Tout en reconnaissant que le quartier était franchement grisouteux, le rapport prétend qu'il ne pouvait y avoir accumulation de grisou dans les voies VC1, VC5, VC54, c'est-à-dire dans les voies situées près des vieux travaux. Or la Commission Populaire de Liévin a clairement montré le contraire : l'aéragé était descendant et en plus insuffisant, le grisou pouvait donc se répandre facilement dans toute la mine. Le service des mines s'appuie sur l'hypothèse d'un «débit d'air important (21,5 m3/s) bien réparti dans les diverses branches du réseau» et que «il a été démontré par calcul et vérifié expérimentalement dans la mine elle-même qu'il est impossible que des accumulations de grisou aient lieu dans les galeries du quartier». De telles affirmations sont en contradiction totale avec l'ensemble des témoignages des mineurs qui ont dénoncé la chaleur insupportable, l'absence d'air...

Ce qui est vrai, c'est que, d'après les témoignages que nous avons recueillis, le débit d'air était important après l'accident. «Après, il faisait frais», ont dit les mineurs qui sont descendus après la catastrophe pour faire des réparations et plusieurs témoins ont révélé que le

réglement pour la sécurité des mineurs ! Quant au parcours du gazier, pour le service des Mines, il permettait de mesurer la teneur dans tous les endroits tout simplement parce que «toutes les fois que le gazier n'a pas parcouru une galerie, il devait mesurer à l'entrée et à la sortie si la teneur était la même. Il pouvait donc en déduire s'il se passait ou non un phénomène grisouteux anormal».

Le Tribunal Populaire de Liévin a montré précisément le contraire : le parcours du gazier tel qu'il était prévu sous la responsabilité directe de l'ingénieur en chef ne permettait de visiter que la moitié du quartier, excluant en particulier les points les plus dangereux. D'autre part, le gazier était seul et n'avait pas de perche, il ne pouvait donc pas relever la teneur en chaque endroit dans les galeries où il est passé et en particulier au toit de ces galeries où il y avait de nombreuses cloches.

La neutralisation de la poussière aurait été faite correctement !

Tout en reconnaissant que «le quartier était «poussièreux» et que la poussière était sèche car l'arrosage avait été coupé pendant les cinq jours d'arrêt, avant la catastrophe, le rapport prétend que la neutralisation de la poussière était cor-



Le circuit d'aéragé a été modifié après la catastrophe (des résistances ont été rajoutées, etc...).

Las affirmations du service des Mines sont également en contradiction avec l'enquête menée par le juge Pascal : l'autopsie des victimes situées dans la VC7 a montré qu'ils avaient absorbé de grosses quantités de méthane au moment de la catastrophe. Le rapport conclut que c'est après l'explosion qu'ils ont absorbé du grisou ! Comme s'il pouvait rester du grisou juste après l'explosion !

Le contrôle de la teneur en grisou : rien d'anormal pour le service des Mines !

recte : il y aurait eu des arroses partout et la schistification aurait été bien faite ! Tous les témoignages des mineurs que nous avons recueillis démontrent l'inverse : les arroses n'étaient pas présentes dans toutes les voies et en particulier au VC4, VC11, VC7, et là où il y avait des arroses, la plupart n'étaient pas en état de fonctionner. Quant à la schistification, d'après le témoignage d'un mineur, elle remontait à mars 1974 et elle avait été faite parce qu'une personnalité devait descendre au fond !

C'est que la pression de l'explosion avait été faible.

Le rapport des Mines n'y va pas par quatre chemins : si beaucoup de taffanels n'ont pas fonctionné, cela vient du fait que la pression engendrée par l'explosion n'était pas assez forte, alors que les arrêts-barrages doivent se retourner à la moindre onde de choc et que l'explosion, tous les témoignages le confirment, a été très violente. Voilà ce qu'on ose déclarer le service des Mines : «Il est certain que les arrêts-barrages du quartier présentaient certaines imperfections. Cependant... plusieurs planches ont fonctionné et le fait que certaines planches n'ont pas basculé résulte de la faible pression engendrée par l'explosion». Alors que les victimes ont été projetées par l'explosion et atrocement mutilées, le service des Mines conclut cyniquement «l'énergie nécessaire pour projeter un homme est malheureusement très faible».

à l'appel de la Fédération Nord-Pas de Calais du Parti Communiste Révolutionnaire (marxiste-léniniste)

LIEVIN 27 DÉCEMBRE

● à 15h : cérémonie devant la fosse 3 pour honorer la mémoire des 42 mineurs envoyés à la mort, il y a un an !  
● à 16h : réunion publique de la Commission Populaire de Liévin au casino en face du Brazza

### l'acte d'accusation du Tribunal Populaire

Le Tribunal Populaire de Liévin, réuni le 22 mars 1975 accuse les Houillères d'être responsables de la mort des 42 mineurs du quartier des six sillons pour les principales raisons suivantes :

1°) Maintien d'un état de risque d'accumulation de grisou et de la poussière.  
2°) Absence de contrôle de la teneur en grisou dans

les endroits les plus dangereux.

3°) Inexistence d'arrêts-barrages dans le quartier puisque les quelques rares qui étaient posés n'ont pas fonctionné.

L'absence de sécurité au quartier des six sillons qui est générale dans toutes les fosses du bassin et de tout le pays, s'inscrit dans la politique générale des Houillères

d'intensification du travail, de la course au rendement. Elle s'inscrit aussi tout particulièrement dans la politique actuelle de relance qui se traduit par la réouverture d'anciens quartiers sans que les investissements correspondants soient faits en matière de sécurité. Cette absence de sécurité s'inscrit dans la logique du capital, la loi du profit.

### L'EXPLICATION DE LA CATASTROPHE PAR LE SERVICE DES MINES : UNE NOUVELLE VERSION DE LA FATALITÉ

Le service des Mines attribue l'origine de la catastrophe à la rupture d'un flexible (tuyau de plastique amenant l'air comprimé) à la hauteur du VC72 qui aurait provoqué une flambée de grisou qui aurait elle-même déclenché une explosion de poussière ; celle-ci se serait alors propagée dans toute la mine mais cette explosion serait restée «molle».

L'origine du grisou ? Il s'agirait, d'après le rapport d'une «poussée intermittente de grisou à la sortie du VC72 au toit, au dessus des cadres» - en d'autres termes, une cause imprévisible dont l'existence en l'espèce n'était critiquable ni au regard du règlement général, ni au regard des règles de l'art actuelles.

De même, la rupture du flexible ne pouvait être que quelque chose d'anodin mais ça serait la conjonction de ces deux phénomènes contre lesquels évidemment on ne peut rien, qui aurait provoqué une flambée de grisou.

Mais, continue le rapport ce «qui n'aurait dû être qu'une flambée localisée de grisou» s'est transformé en une explosion de poussière ! Pourquoi une explosion de poussière, alors que, d'après ce même rapport, la schistification était bien faite ? «C'est à cause de l'influence des variations de l'humidité sur les taux de neutralisation après plusieurs jours d'arrêt», «élément fondamental jusqu'à présent ignoré et qui n'a malheureusement été mis en évidence qu'après l'accident», répond le service des Mines. Comme si on ne savait pas

qu'un arrêt de l'arrosage pendant cinq jours entraînerait le fait que la poussière soit neutralisée !

Mais même cette pseudo-explication n'enlève rien de la responsabilité des Houillères :

● d'une part, si le ventilateur qui se trouvait à l'entrée quelques heures avant l'accident n'avait pas été démonté, il n'y aurait certainement pas eu de «poussée intermittente» de grisou,  
● d'autre part, ce grisou n'a pas été détecté.

● enfin, le risque d'explosion de poussières après cinq jours d'arrêt de l'arrosage, pouvait être parfaitement mesuré et constitué donc en lui-même une négligence criminelle.

L'hypothèse du service des Mines laisse dans le vague de nombreuses questions, notamment l'existence à certains endroits d'effets divergents très marqués, dégâts importants en particulier au niveau de VC5-VC54. L'hypothèse donnée par la Commission Populaire d'un important coup de grisou à ce niveau, suivi d'explosions secondaires est, par contre, beaucoup plus plausible et permet d'expliquer l'état des corps des victimes et l'état des différentes galeries après l'explosion. Mais le service des Mines ne peut admettre une telle explication qui met directement en accusation les Houillères dans l'accumulation de ce grisou, dans l'insuffisance du contrôle de la teneur, etc...

### LE PROFIT AU MÉPRIS DE LA VIE DES HOMMES

Après avoir trouvé cette brillante explication, le rapport du service des Mines examine si cela «permet de relever des infractions au code de la sécurité dans les mines». Le rapport en relève trois, mais «bien entendu», il montre que «sans aucun doute, elles n'ont aucun lien avec l'accident». Sur la question de l'aéragé qui était descendant au lieu d'être ascendant, le service des Mines le reconnaît mais indique que cela n'a rien à voir avec la catastrophe parce que le débit d'air était suffisant ! D'ailleurs, indique le rapport, «depuis au moins 20 ans l'aéragé descendant n'a jamais été mis en cause dans un accident», on comprend bien pourquoi : c'est le service des Mines qui a toujours mené les enquêtes dans les catastrophes précédentes !

Mais la question essentielle, le Tribunal Populaire l'a bien montré, ce n'est pas tant de rechercher les infractions au règlement des mines qui sur de très nombreux points est insuffisant. Sur la question des arrêts-barrages, par exemple, les Houillères peuvent tout à fait ne pas isoler les différents quartiers. Or s'il y avait eu des arrêts-barrages pour isoler le chantier de la taille en préparation (autour de VM31) l'explosion aurait sans doute pu être étouffée.

La question essentielle, c'est donc de

voir comment cette absence de sécurité a entraîné la mort de nos 42 camarades et sur cette base de désigner clairement les responsabilités. Les Houillères sont coupables, le Tribunal Populaire l'a clairement démontré et quoi qu'on fasse, on n'étouffera pas la vérité. Et cette absence de sécurité dans les mines s'inscrit dans la politique actuelle des Houillères, et de la bourgeoisie, qui après avoir décidé de liquider les mines, pratique aujourd'hui une politique de relance au moindre frais qui se traduit notamment par la réouverture d'anciens quartiers, sans que les investissements correspondants soient faits en matière de sécurité. C'est d'ailleurs ce que reconnaît implicitement le rapport du service des Mines quand il écrit par exemple que pour éviter l'aéragé descendant : «Il aurait fallu effectuer d'importants travaux de creusement et en particulier un approfondissement des puits, ce qui aurait été démesuré».

Des investissements pour assurer la sécurité des mineurs, ça aurait été démesuré mais 42 mineurs envoyés à la mort, ça ne l'est pas !

Telle est la loi du capitalisme, la loi du profit !

### capital assassin

## LIEVIN 27 décembre 1974

### LE MINEUR ACCUSÉ de Guy Mory et Jean-Paul Gay

Il y a tout juste 1 an, 42 mineurs étaient envoyés à la mort à la fosse 3 à Liévin. Une Commission Populaire d'Enquête allait se mettre en place. Son travail conduisit au Tribunal Populaire de Liévin le 22 mars 1975 où la responsabilité des Houillères fut clairement démontrée. Jean-Paul Gay et Guy Mory ont participé à ce travail avec des mineurs de Liévin, ils ont recueilli de multiples témoignages et en ont fait un livre dont nous publions des extraits.

Il est à peine 6 heures et demi du matin ce 27 décembre, lorsque retentit un bruit sourd dans la fosse 3 ; aussitôt après, dans tout le coron du 3, à Liévin, on entend le signal d'alarme de la fosse, toute proche, le signal des catastrophes.

Une demi-heure plus tôt, une cinquantaine d'hommes étaient descendus là, pour prendre leur poste. Après 5 jours de congé, le congé de Noël, où ils s'étaient retrouvés en famille, où ils avaient pu profiter un peu de leurs enfants, s'accorder un répit. Ce matin, ils étaient répartis au travail, laissant leurs enfants encore endormis et leur femme qui, comme toutes les femmes de mineurs, avait pris l'habitude de se poser chaque matin la même question : « Reviendra-t-il ? » parce qu'elles savent en voyant leur mari déjà estropié, ou déjà fortement silicoisé, qu'il n'y a pas de sécurité au fond.

Parmi eux, Emile Hanan et André Verez : « nous nous aidions, nous nous tirions l'un l'autre, la peau de nos bras, de nos mains, de nos doigts, brûlée au dernier degré se détachait en lambeaux ». Ils furent aidés par Georges Cliquet, le distributeur de matériel de l'équipe, qui erra long-temps, trébuchant sur les sol de la galerie couverte de traverses enchevêtrées, de gravas, de blocs de charbon effondrés, avant de regagner l'accrochage où se trouvaient déjà des sauveteurs de la taille «Jeanne».



Pour la plupart de ceux qui sont descendus ce jour-là au puits 3, leur femme et leurs enfants ne les reverront pas. C'est à 6 heures et quart que s'est produite l'explosion, un coup de grisou, à moins 710 mètres sous terre, au quartier des «Six Sillons».

L'ATTENTE INSUPPORTABLE

Aussitôt la nouvelle con-

Puis, ce sont les premiers tués que l'on remonte. L'attente est d'autant plus pénible que la foule se heurte au silence des responsables des Houillères, les familles même sont maintenues à distance par la police. Celle-ci, présente, nombreuse, depuis le début, n'est certes pas là pour renseigner et reconforter, elle est là pour maintenir l'ordre : l'ordre des Houillères. Cet ordre qui envoie les mineurs à la mort pour que règne la loi du profit. Pour ces messieurs responsables des Houillères, une catastrophe est en somme quelque chose d'intempêtif et «des réactions sont toujours à craindre».

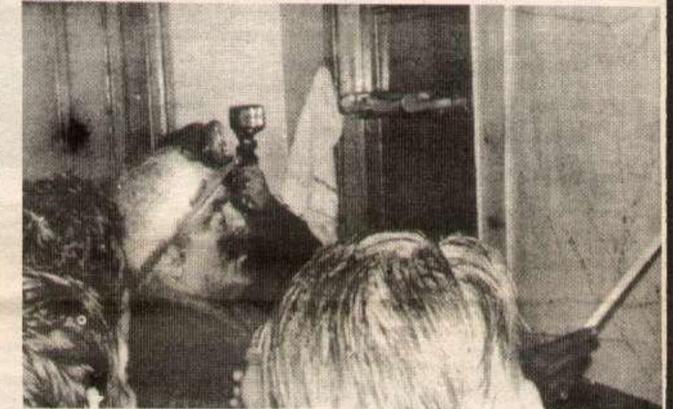
«On nous traite comme des chiens» dit la veuve d'une victime, j'ai attendu des heures sur le carreau de la mine à quémander des nouvelles. Les voitures des pompes funèbres amenaient les cercueils, nous les comptions un à un pour savoir s'il y avait encore un espoir.

### LE SAUVETAGE : LA SOLIDARITÉ OUVRIÈRE

Ceux qui renseignent ce sont les mineurs des équipes de sauvetage ; chaque fois que l'un d'eux remonte, chacun l'interroge. Tandis que les responsables des Houillères et les policiers font les cent pas, les mains derrière le dos, les sauveteurs ne s'accordent qu'un bref répit avant de retourner au fond : «Ils n'ont rien ramassé, eux. Il y en a beaucoup qui donnaient des ordres, mais il n'y en a pas un qui ramassait les

travail. Certains ont parcouru plus de quatre kilomètres sous terre à pied, ou perchés sur des wagons, dans la nuit des galeries, pour porter secours à leurs camarades, pour ramener les corps ; pas un instant, durant cette journée, ils ne ralentirent leur effort.

«J'ai ramassé Warin, Le-grand, Lefant, le Marocain et l'autre, un grand, soi-disant que c'était le chef de taille... C'était tous des abatteurs. Ils étaient méconnaissables de la figure.



Moi, je les ai reconnus par le matricule de la lampe, parce que le chef d'équipe était descendu avec moi et qu'il les avait sur son calpin...

On est redescendu pour donner un coup de main. Il y en avait encore un ou deux à porter. Les camarades qui sont descendus étaient échevelés, il y en avait partout. Le dernier qu'on a été chercher c'était dans le fond. Quand on est redescendu pour donner un coup de main, il était à peu près 18 h 30 - 19 h, c'était la fin. J'esuis remonté à 20 heures. Parait-il qu'il y en avait encore un, mais qu'on arrivait pas à le trouver...

«Mon équipe, on est redescendu à 10 volontaires. On s'est partagé : 5 par ici, 5 par là. Dans ce secteur-là, c'était le montage de la taille. De Martini, c'est les copains du matin qui l'ont ramassé. Aubert, Lhermite, c'est les copains de l'après-midi qui les ont ramassés, ils ont été dans le fond...

Il y en a qui n'ont été remontés que dans l'après-midi car c'était encore gazé à l'endroit où ils étaient. Les sauveteurs étaient en train de dégager ici pour aller chercher Aubert et Lhermite, deux sondeurs, pendant que j'étais en train de ramasser les copains. On l'a par un maître-porion. La partie là était encore gazeuse. Il faut du temps pour dégager... Le porion Michel

qu'on a ramassé, était déchiqueté ; plus de tête, plus de bras, plus de pieds, plus que le tronc...

«Quand on a été donner un coup de main à l'équipe pour monter Foucart, on est passé sur les pierres. Il ne fallait pas trop s'aventurer parce que ça tombait encore. Il y avait encore des gros cailloux qui pendaient. C'est un trou qui venait d'être fait dans le toit de la voie, carrément en plein milieu, et qui venait d'une déflagration». (un sauveteur).

la nuit. C'est la catastrophe minière la plus meurtrière en France depuis la Libération, et pour le Nord-Pas-de-Calais, la plus meurtrière depuis Courrières (1906). Les 42 tués, qui sont surtout de Liévin, Lens, Bully-Grenay, laissent 130 orphelins.

Le pays minier prend le deuil. Dès l'après-midi du 27, à Liévin, à 20 kilomètres de là, à Bruay-en-Artois, un peu partout, on arrête les illuminations dans les magasins, des commerçants décrochent les guirlandes de fin d'an-

Les blessés qui ont été remontés dès les premières heures, se trouvaient à l'entrée du quartier des «Six Sillons», maintenant, on ne remonte plus que des morts «des corps ont été retrouvés dans un rayon de plusieurs centaines de mètres» expliquera quelques heures plus tard le directeur de l'U.P. de Lens. Des camarades des victimes viennent reconnaître les corps alignés sur le carreau de la mine.

Dehors, la foule grossie de nombreux mineurs venus des puits alentours pour savoir combien des leurs étaient tombés, attend toujours. L'après-midi, le silence ne sera troublé que par les coups de sifflet des gendarmes, les grilles s'ouvrent pour laisser passer le cortège des voitures officielles : d'Ornano, ministre de l'Industrie, et Norbert Segard secrétaire d'Etat au commerce extérieur, accompagnés par des responsables des H.B.N.P.C. D'Ornano déclare «je suis profondément bouleversé», et repart.

Le samedi, les familles se sont enfermées chez elles : dans une des pièces de la maison, elles veillent sur celui que l'exploitation capitaliste dans la mine, leur a pris.

«Il n'avait plus que trois ans à travailler avant la retraite et de pouvoir consacrer du temps à ses huit enfants».

«Mon mari avait 45 ans de mine et dans un mois, pas plus, il devait prendre sa pension».

née. Pour les mineurs, le mois de décembre est toujours l'occasion de nombreuses fêtes de famille où l'on est heureux de se retrouver. Ça commence avec la Sainte Barbe, ça continue avec Noël, puis le jour de l'an. Les familles avaient déjà fait les préparatifs pour fêter le nouvel an. Certains avaient retenu, comme chaque année, une salle où l'on se retrouverait à plusieurs dizaines, car la famille est grande : les enfants, les petits enfants, les anciens et les amis...

«Lorsque nous sommes redescendus après la catastrophe, pour travailler, nos pensées allaient sans cesse vers nos camarades morts. En creusant le charbon, on voyait resurgir le visage de nos camarades avec qui nous vivions, au fond, tous les jours». (un rescapé de la fosse 3).

### LA DOULEUR DES PEUPLES DES MINES

D'heure en heure, la liste des victimes s'allonge. La foule présente ne connaîtra que vers 8 heures du soir le lourd bilan de la catastrophe : d'abord 41 morts et 6 blessés : l'un d'entre eux décédera dans

# USINOR-Valenciennes toute la vie d'une région menacée

Plusieurs kilomètres avant l'arrivée en gare de Valenciennes, le train ralentit fortement. Le paysage nous apparaît comme abandonné, gris, un peu triste. De vieilles usines délabrées dressent, toutes usées, leurs cheminées de briques rouges. Puis, ce sont les larges murs couverts de poussière des bâtiments d'USINOR qui s'éteignent presque jusqu'à la gare SNCF. La région du Nord, avec ses industries sidérurgiques, textiles et minières est une région de vieille implantation capitaliste où se trouve concentrée une importante population ouvrière.

Nous passons devant une vitrine exposition de la Chambre de commerce. Nous pouvons y voir que «l'industrie du valenciennois est prospère, en pleine expansion, avec les secteurs sidérurgiques, métallurgiques, automobile, mines, etc...». La réalité est

toute autre ! La région du valenciennois est gravement menacée par les décisions des patrons du trust USINOR.

C'est d'abord les dix jours chômés imposés à plusieurs milliers d'ouvriers, entamant ainsi, gravement, le budget familial. C'est surtout la suppression de plus de 2 000 emplois qui est annoncée avec la fermeture des Hauts-Fourneaux de l'usine de Trith Saint-Léger et l'arrêt de trois fours Martin sur cinq à Denain. D'autre part, cela entraînera la suppression de milliers d'autres emplois : de nombreux autres secteurs d'industrie sont liés directement à l'activité d'USINOR. Tels ceux du bâtiment, du génie civil, matériel électrique, chaudronnerie, grosse et petite mécanique, ou bien encore les produits d'entretien, le textile (vêtements de travail), le transport (service

autobus). Les capitalistes, leur gouvernement et leur Etat décident, ainsi de la vie, et de la mort de toute une région en fonction de la réalisation de profits toujours plus grands.

Comme le dit Monsieur Gibault, grosse huile de la chambre de Commerce : «je crois que cette fermeture était inscrite dans les faits dès lors que cette usine n'avait aucune possibilité d'extension sur place et que l'on avait décidé de construire une unité infiniment plus performante sur le littoral». Ce cher monsieur parle ici d'USINOR Dunkerque,

portance». Mais les rêves de ces capitalistes ne se réaliseront pas aussi facilement. Ce serait compter sans la volonté de lutte des travailleurs fermement décidés à ne pas se laisser faire. Ainsi cet ouvrier que nous avons rencontré au café «Hôtel des Forges», en face de l'usine, nous le fait bien comprendre. C'est autour d'une bière du pays que s'engage la conversation : «ils nous prennent pour des imbéciles les patrons ! Ils veulent nous faire croire que la production ici n'est plus possible, que le Haut Fourneau n°1 est condamné, alors que la matière première ne manque pas et qu'en plus

pour nous des risques multipliés d'accidents du travail ! Tiens, moi, ça fait plus de vingt ans que je fais mon boulot, je le connais bien, j'y suis habitué, je sais comment m'y prendre, eh bien, si je change aujourd'hui, avec le rythme de travail que ça sera, je ne pourrais pas faire attention à tout le va-et-vient nouveau, les conditions nouvelles du travail ; je me ferais renverser c'est sûr, ou écraser par les barres d'acier. Et ça c'est vrai pour la plupart des gars déclassés !»

Le patron du bistrot, ajoute : «c'est bien vrai tout cela, et c'est toute la population

l'obliger à s'expliquer, mais on n'a pas été assez ferme. On recommencera, c'est sûr ! Tiens, pour votre reportage, il y a un délégué qui vous dira beaucoup de choses. Il faut aller le voir, c'est pas loin!...»

C'est dans la cité ouvrière toute de maisons de briques rouges très serrées les unes contre les autres, avec derrière, un petit jardin, que nous trouvons la porte indiquée. Comme dans la plupart des cas, l'accueil est chaleureux. «Vous ne pouvez pas savoir le dédain, l'indifférence, le mépris qu'ils ont pour les travailleurs» nous dit-il d'emblée. «Vous ne savez pas que c'est par la radio, à Europe n°1 que nous avons appris ce projet de la direction générale, sans en parler au comité central d'entreprise ! Leur but, c'est de stopper la production de fonte et d'acier. C'est le démantèlement de l'usine, l'abandon de la rive gauche de l'Escaut. Ils veulent fabriquer des produits plats alors que l'usine est conçue et rentable pour les produits longs, les barres d'acier».

Le délégué CFDT nous dit que c'est d'abord à l'intérieur de l'usine en créant un comité intersyndical et en donnant des objectifs de lutte que nous devons préparer la mobilisation des travailleurs. «Il faut s'inspirer de l'action menée il y a quelques jours, à l'intérieur de l'usine. La question de faire une manifestation en ville avec les élus et parlementaires de la gauche en tête ; cette proposition de la CGT n'est pas sérieuse ; C'est aux travailleurs de prendre la direction de la lutte et d'en décider les moyens. Ce qu'il faut, c'est bloquer l'autoroute, la voie ferrée d'USINOR, créer le soutien de la population...»

C'est cette voie qu'il faut suivre pour constituer le rapport de force et dès le début de la nouvelle année imposer le recul aux patrons !



la cité du Poirier à Valenciennes : propriété privée d'Usinor comme l'église, l'école, le cinéma...

## Grève des pompistes : une multiplicité de situations qui freine l'essor du mouvement

La grève des pompistes se poursuit, très inégalement suivie selon les départements, elle touche surtout les départements du midi. Son extension envisagée ces derniers jours ne s'est pas produite, malgré le très fort mécontentement qui se fait jour actuellement après la dernière hausse.

Les pompistes espèrent, qu'à la suite de la grève de septembre, leur marge serait augmentée. Mais la dernière augmentation de l'essence : 7 centimes ne leur a apporté hors taxes qu'un gain de 0,91 centimes de mieux. Par contre, en un an, la patente a augmenté de 67 %, et les baux commerciaux dans de nombreux cas ont fait des bonds de 40 à 50 %. Ces faits auxquels s'ajoute la concurrence des supermarchés expliquent la colère des pompistes. Si certains sont prêts à poursuivre ou rejoindre la grève, d'autres hésitent ou même condamnent cette action. Cette diversité d'attitude est directement liée à la diversité de situations des pompistes.

Ce qui freine l'extension de la grève, c'est une multiplicité de statuts : propriétaires ou non de leur station-service, ou simplement locataires, type de contrat passé avec la compagnie pétrolière qui les fournit en essence. Il y a ceux qui sont totalement

libres, de vendre la marque d'essence qu'ils désirent, il y a des gérants libres, qui ont un contrat signé avec une compagnie pétrolière les obligeant à ne vendre que les produits de cette compagnie et qui ne sont pas propriétaires ; il y a ceux qui sont de simples salariés des compagnies. Cette division est encore accrue par les différences de situation des pompistes selon la part relative que la vente de l'essence occupe dans leur chiffre d'affaire. Ceux qui font essentiellement la distribution d'essence ont la situation la plus difficile. La seule vente de l'essence ne permet pas de vivre, c'est ce qu'explique une gérante de station-service qui a fait le calcul de ce qu'elle gagne, une fois retirés ses impôts et ses charges : 3,15 F de l'heure. Comme la plupart des pompistes, malgré ses soixante ans, elle travaille de 6 h à 21 h. Par contre d'autres gérants de station-service ont plusieurs ouvriers et n'ont rien de commun avec les petits distributeurs. Leur chiffre d'affaire, considérable, est basé sur la vente d'accessoires autos et sur les vérifications et les petites réparations, c'est-à-dire sur l'exploitation de leurs ouvriers. Pour ceux-là, il n'est pas question de faire grève. L'opposition entre pompistes de statut et de situations différents est un obstacle à l'action des petits distributeurs.

## Pas de «trêve de Noël» à Renault-Billancourt

Les travailleurs des grandes presses de l'usine de Billancourt sur l'île Seguin sont en grève depuis quatre jours. Des mouvements de grève ont déjà eu lieu dans la dernière période, dans différents ateliers de l'usine contre les cadences. Cette fois encore, c'est contre les mauvaises conditions de travail que les ouvriers des grandes presses ont engagé la lutte, ainsi que contre la remise en cause par les patrons d'un certain nombre d'avantages acquis. La direction de Renault avait promis d'ouvrir des négociations, mais elle ne proposait rien de sérieux.

mieux situé en effet pour le capitalisme.

Le bas prix de la matière première pillée dans les mines de fer de Mauritanie, le transport à moindre frais par voie maritime, l'exploitation féroce, les salaires de misère des ouvriers de ce pays d'Afrique, tout cela représente une source toujours plus grande de profits.

Et ce commis capitaliste de rajouter : «seuls, ceux qui se bouchent volontairement ou inconsciemment les yeux ne veulent pas admettre cette réalité. D'autre part, je n'ai jamais entendu dire que la société USINOR avait procédé dans le passé, à des licenciements collectifs d'im-

avec le canal et la voie ferrée, il y a de quoi faire».

Bientôt, c'est 2 autres ouvriers et le patron du bistrot qui se joignent à notre conversation : «ce chômage partiel, c'est pour nos familles plusieurs centaines de francs en moins à la fin du mois» nous dit un gars. «Ce qu'il y a surtout, c'est que les patrons font tout pour nous laisser dans le vague sans informations précises. Tout ça pour nous décourager, nous obliger à partir de nous-même, accepter sans broncher d'être foutu à la porte ; c'est le mépris qu'ils ont pour nous qui leur avons construit leurs usines !» «Et la question des fameuses mutations-déclassés, ça représente

qui est concernée si les gars chôment, si la suppression des 2 000 emplois est réelle, alors c'est des milliers de familles qui partiront, et la boulangerie, l'épicerie, mon bistrot devront fermer. C'est tout le petit commerce qui disparaîtra. Nous ici, on vit avec les ouvriers, avec les familles populaires. On ne peut pas laisser crever notre région !»

Le premier ouvrier reprend : «Oui, on est bien décidé à nous battre contre ce mauvais coup ! Il faudra trouver des moyens, le soutien de la population pour battre en brèche les plans des patrons. L'autre jour à plusieurs centaines de gars, on a coincé le patron dans les bureaux pour

## réorganisation de l'armée de terre :

### DES MESURES POUR RENFORCER LA DOT

Le Conseil des ministres vient d'annoncer des mesures de réorganisation de l'armée de terre. Ce ne sont que les premières décisions d'une série qui est annoncée et préparée depuis l'an dernier.

Les forces de l'armée de terre sont divisées en trois catégories : les forces de manœuvre, d'abord, qui constituent la 1ère armée, stationnée dans l'est, le nord et en Allemagne et composée des 1er et 2ème corps d'armée. Ensuite, les forces de défense opérationnelle du territoire (DOT), réparties dans l'ensemble des régions militaires. Enfin, les forces d'intervention et de présence extérieures : régiments d'intervention basés en France, mais aussi forces basées dans les DOM TOM et en Afrique.

La réorganisation en cours vise plusieurs objectifs. Il s'agit d'abord d'assurer l'unité de comman-

dement sur la base de la région, des forces qui, jusqu'alors, dépendaient de plusieurs autorités. Les commandements sont maintenant ainsi répartis : commandement des forces d'Allemagne, dont le 2ème corps d'armée (CA) ; commandement de Metz qui contrôle les forces territoriales et le 1er corps d'armée ; enfin, 6 commandements régionaux : Paris, Lille, (dont il est question de faire un 3ème corps d'armée), puis Rennes, Bordeaux, Marseille et Lyon.

#### RENDRE PLUS EFFICACE LA DOT

Ensuite, la réorganisation vise les forces de DOT. De nombreuses déclarations ont montré récemment l'intérêt du gouvernement pour en augmenter l'efficacité. Leur rôle est de protéger quelques 100 «points sensibles prioritaires» et 600 «points sensibles d'intérêt natio-

nal». On se rappelle que la création de la DOT, après 1968, a été justifiée par la nécessité «d'éviter le retour à des événements du type mai 68». On voit donc qu'il s'agit en particulier de la mission de guerre civile de l'armée française dirigée contre «l'ennemi intérieur». La nouveauté de la réforme, c'est la réunion de toutes les forces de DOT en unités opérationnelles interarmes plus mobiles et plus efficaces, sous un commandement unique. Le conseil des ministres a annoncé la création de trois divisions légères, l'une à Rennes, les deux autres à Lyon et Limoges. D'autres suivront. En mai dernier, le général Lagarde, chef d'état-major de l'armée de terre, définissait ainsi l'esprit de la réforme : «il faut améliorer l'équipement et la mobilité et les organiser en brigades légères pour en accroître l'efficacité», alors que Bigeard, peu avant,

parlait de la DOT comme «parente pauvre du corps de bataille, équipée d'armes désuètes, aux unités de valeur inégale selon les régions». Les forces de DOT verront leur équipement (véhicules, transmissions) et leur armement valorisés.

D'autre part, les mesures prises pendant l'été permettent qu'en cas de mobilisation, les réservistes viennent immédiatement renforcer la DOT, et libérer les forces actives des missions statiques. La gendarmerie, par exemple, passe en ce cas de 70 000 à 170 000 hommes, et on sait qu'elle est l'un des éléments fondamentaux de cette DOT, qui intervient juste après la police. Enfin, une nouvelle répartition de l'armée de terre sur le territoire est prévue, pour corriger la concentration actuelle dans l'est et dans le nord.

# L'ENERGIE NUCLEAIRE -2-

Nous avons abordé hier les structures de la matière. Nous traiterons aujourd'hui de la fission et de la fusion nucléaires, phénomènes libérant une énergie considérable.

## LA FISSION

En ce qui concerne l'uranium, le noyau le plus lourd existant dans la nature, les forces de répulsion sont à peu près égales aux forces d'attraction. Il s'en faut de peu pour que l'aspect principal de cette contradiction qui régit la stabilité du noyau ne devienne la répulsion entre particules. Cela peut se produire naturellement, le noyau libère alors une particule et revient à un état plus stable. C'est le phénomène de la radioactivité. Cela peut se produire artificiellement, et conduire à l'éclatement du noyau, précisément pour l'uranium sous sa forme uranium 235 (c'est-à-dire comportant trois neutrons de moins que sous sa forme la plus courante, l'uranium 238). Et cet

éclatement donne naissance à des débris animés d'une vitesse élevée. Cette vitesse est en fait la forme que prend l'énergie auparavant nécessaire à conserver la stabilité du noyau. Lorsque cet éclatement est répété des millions de fois, il produit une température très élevée (la température d'un corps n'étant que le nom que nous donnons à l'agitation des particules qui le constituent). On appelle cet éclatement la fission nucléaire.

## LA FUSION

A l'inverse, en ce qui concerne les noyaux les plus légers, tels que l'hydrogène et l'hélium, les forces d'attraction surpassent largement les forces de répulsion. Leur stabilité, à l'inverse des noyaux lourds, est très forte. Il faudrait donc une énergie très importante pour en provoquer la fission, fission qui absorberait de l'énergie plutôt que d'en produire. On comprend alors que c'est le phénomène inverse qui

est susceptible d'en produire. Ce phénomène s'obtient en faisant fusionner deux atomes d'hydrogène (comportant chacun un seul proton) en un atome d'hélium (comportant deux protons). Lors de cette réaction, l'aspect principal de la contradiction qui régit la stabilité de l'atome d'hélium est donc les forces d'attraction. L'énergie nécessaire à sa stabilité étant très faible, la réaction est productrice d'énergie (toujours sous forme de particules en mouvement). Mais pour parvenir à cette fusion, il

faut auparavant mettre à nu les noyaux d'hydrogène (c'est-à-dire les débarrasser des électrons qui gravitent autour) et les rapprocher suffisamment pour que la réaction se produise. Cela nécessite une température de dizaines de millions de degrés.

## L'UTILISATION DE L'ENERGIE NUCLEAIRE

LA FISSION NUCLEAIRE. Pour provoquer artificiellement la fission des noyaux d'uranium 235, il est nécessaire de «bom-

barder» ce matériau par des neutrons (étant neutres électriquement, ils pénètrent aisément dans les noyaux), provoquant ainsi le léger changement qui suffit à rompre la stabilité déjà précaire de l'atome. Mais si l'on a disposé une quantité suffisante d'uranium, la réaction se poursuit d'elle-même, chaque fission étant elle-même productrice de neutrons. C'est ce qu'on appelle la «réaction en chaîne», qui ne se produit que si la quantité d'uranium fissible est suffisante. De là découle le principe des bombes atomiques à fission (A), dont l'explosion est provoquée par le rapprochement de deux masses d'uranium très enrichi (c'est-à-dire comportant à 95 % de l'uranium 235), dont l'assemblage forme une masse suffisante pour que la réaction «s'emballe». La chaleur ainsi provoquée est énorme, et les débris des noyaux cassés sont eux-mêmes peu stables, donc radio-actifs.

(à suivre)



## conte vietnamien

# LE REINGNE D'IVOIRE

Les camarades agents de liaison qui étaient dans l'autre canot répondirent en chœur : — Partez en avant sœur Hai (sœur aînée) — Bon voyage sœur Ut (sœur cadette, la plus jeune de la famille).

C'était donc bien elle et j'en étais tout heureux. A sa voix, je lui donnais dix-huit ans ou vingt ans au plus. Je me sentais plein de sympathie pour elle et voulais poursuivre la conversation, mais je m'arrêtai en la voyant occupée à enrouler une corde d'amarrage. Elle se redressa un moment après et se retourna vers le deuxième canot : — Je pars en avant, n'est-ce pas ?

Les uns l'appelaient sœur Hai et les autres sœur Ut ; je me demandais ce qu'il en était. Elle répondit avec quelque malice en les appelant ses « petits frères », puis se retourna vers notre groupe et dit d'un ton respectueux : — Oncles et frères aînés, si vous avez des objets importants, il vaudrait mieux les mettre dans votre poche ou dans un petit sachet à part, au cas où l'on rencontrerait des hélicoptères ou une embuscade.

Elle nous énumérait les accidents qui pouvaient nous arriver, mais d'une voix douce et aimable, qui contrastait avec le ton sévère du chef de station. Puis elle mit le moteur en marche. Le canot s'ébranla, se détacha lentement du bouquet d'arbres et fila de l'avant. La vent nous rafraîchissait jusqu'au plus profond de nous-mêmes. Se conformant à la recommandation de la conductrice, les voyageurs fouillèrent dans leurs sacs. Pour ma part, mes papiers et l'argent du voyage étaient déjà dans ma poche.

Que pouvais-je encore avoir à mettre en sûreté ? Je me souvins brusquement d'un petit peigne en ivoire, et me mis aussitôt à le chercher dans mon sac. Je le rangeai dans mon portefeuille avec mes papiers, puis serrai le tout sur ma poitrine, dans une poche intérieure que je fermai soigneusement avec une épingle.

Je ne pouvais regarder ce peigne sans émotion.

... Dans les premiers jours après l'armistice de 1954, j'étais revenu pour faire une visite à mon village avec un ami qui s'appelait Sau. Nos maisons se dressaient côte à côte près d'un petit canal qui débouchait sur le Mékong. Nous étions partis ensemble pour lutter dans la résistance, au début de 1946, quand la province fut envahie par les colonialistes français. Sau laissait à sa femme leur enfant unique, une petite fille de moins d'un an. Pendant la guerre de résistance, madame Sau put venir plusieurs fois rendre visite à son mari. Il lui recommandait toujours de prendre l'enfant avec elle. Mais le voyage dans les champs de bataille de l'Ouest n'était pas facile, et elle n'osait pas faire traverser la forêt à sa fille. Ses raisons étaient bonnes et Sau ne pouvait pas lui faire de reproches. Pendant ces huit années de combats, il ne vit sa fille que sur une petite photo. Quand enfin il put rentrer pour une visite au village, son cœur de père battait à tout rompre. A l'arrivée de notre canot, une enfant d'une huitaine d'années, les cheveux coupés à la hauteur des oreilles, vêtue d'un pantalon noir et d'une chemise rose, était en train de jouer sous les manguiers dans la cour de la maison.

Devant ce qu'elle était sa fille, Sau sauta en toute hâte sur la rive. Il se dirigea à grandes enjambées vers l'enfant et cria : — Thu, mon enfant !

Quant à moi, j'arrivais derrière lui. Sans doute pensait-il que sa fille allait se jeter dans ses bras. Il avançait, les mains tendues. Mais à son appel, l'enfant avait sursauté, et le regardait en ouvrant de grands yeux. Pour lui, il ne pouvait réprimer son émotion, et chaque fois qu'il était ému, la longue cicatrice qui lui labourait la joue droite rougissait, tressautait, devenait effrayante à voir. Il marchait maintenant pas à pas, les mains tendues, répétant d'une voix tremblante : — C'est moi, ton papa, mon enfant. C'est moi, ton papa.

La petite le regarda d'un air défiant, ses paupières battaient en signe de perplexité. Puis elle pâlit soudain et s'enfuit en criant : « Maman ! maman ! »

Sau resta là à la suivre des yeux, le visage assombri et les bras ballants comme brisés.

Comme la route était longue, nous ne pouvions rester que trois jours à la maison. Dans ce court laps de temps, la petite n'arriva pas à reconnaître son père. Elle ne se laissa pas apprivoiser. Plus il la gâtait, plus elle le repoussait. Il voulait l'entendre lui dire « papa ! » Mais elle refusait obstinément. Une fois que sa maman lui ordonnait de dire à papa de venir à table, elle répliqua : — Mais appelle-le donc toi-même, maman.

La maman se fâcha et la menaça de ses grandes ba-

guettes de cuisine. Forcée d'obéir, elle se mit à appeler comme si elle ne s'adressait à personne : — A table.

Sau fit semblant de ne pas entendre, attendant qu'elle dise : « Papa, viens à table ». Mais la petite resta à la cuisine et criait : — Le riz est cuit.

Sau ne bougeait toujours pas. La petite déclara à sa mère d'un air irrité : — J'ai appelé, mais « on » ne veut pas entendre.

Alors Sau se retourna pour la regarder en secouant la tête avec un sourire. La tristesse l'étouffait à ce point qu'il ne pouvait pleurer. Une autre fois, alors que sa mère devait sortir pour aller acheter à manger, elle lui recommanda de s'adresser à son père au cas où il aurait besoin de quelque chose. L'enfant ne répondit pas et resta toute seule à la cuisine. Entendant la marmite de riz bouillir, elle enleva le couvercle pour remuer à l'intérieur. Il fallait déverser l'excédent d'eau mais comme la marmite était assez grosse, l'enfant commença à tourner les yeux du côté de Sau. Je me dis en moi-même qu'acculée à cette impasse, elle allait être bien obligée d'appeler son papa à l'aide. Après avoir regardé autour d'elle un instant, elle cria :

— Le riz a assez bouilli, il faut retirer de l'eau.

Elle faisait comme si elle parlait toujours en l'air. Je lui suggérai :

— Il faut dire : « Papa, verse de l'eau pour moi ».

C'est comme cela qu'il faut parler. Elle fit semblant de n'avoir rien entendu et se mit à crier de nouveau.

— Le riz a assez bouilli. Il va devenir pâteux. Sau ne bougeait toujours pas. Je dis à l'enfant :

— Si le riz devient pâteux, ta mère va te corriger. Pourquoi n'appelles-tu pas ton papa ? Tu ne peux donc pas dire « papa » ?

Le liquide bouillait de plus en plus et menaçait de déborder. Elle fit un mouvement de recul en regardant le riz, puis Sau et moi-même. La voyant si désespérée, j'étais partagé entre la pitié et l'envie de rire, pensant qu'elle finirait bien par céder. Mais elle eut brusquement une idée, se hissa sur la pointe des pieds pour prendre une cuillère et enleva l'eau cuillerée par cuillerée en marmonnant je ne sais quoi dans sa bouche. Une forte tête !

(à suivre)

Le Quotidien du Peuple publication du PCR (ml)  
Adresse postale :  
BP 225 75 924  
Paris Cedex 19  
CCP n° 23 132 48 F Paris  
Directeur de publication  
Y. CHEVET  
Imprimé par IPCC Paris  
distribué par les NMPP  
Commission Paritaire :  
56 942

## programme

### SAMEDI 27 DÉCEMBRE

#### TF 1

13 h 35 - DAVID COPPERFIELD  
14 h 30 - SAMEDI EST A VOUS  
18 h 50 - MAGAZINE AUTO-MOTO  
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES  
19 h 45 - CES ANIMAUX QU'ON APPELLE DES BÊTES  
20 h 00 - JOURNAL  
20 h 30 - N°1 : Roger Pierre  
21 h 30 - LA FLEUR DES POIS (comédie)  
23 h 20 - JOURNAL et fin

#### A 2

14 h 05 - SAMEDI DANS UN FAUTEUIL  
20 h 00 - JOURNAL  
20 h 30 - SPLENDEURS ET MISÈRES DES COURTISANES  
22 h 15 - DIX DE DER  
23 h 55 - JOURNAL et fin

#### FR 3

19 h 55 - JOURNAL  
20 h 00 - LES PETITS PAPIERS DE NOËL  
20 h 30 - LES PEUPLIERS DE LA PRÉSENTAINE (feuilleton)  
21 h 25 - ERREURS JUDICIAIRES

### DIMANCHE 28 DÉCEMBRE

#### TF 1

13 h 20 - LE PETIT RAPPORTEUR  
16 h 50 - HOMMAGE A CHARLIE CHAPLIN  
17 h 20 - LES ANIMAUX DU MONDE  
18 h 15 - A LA RECHERCHE DE BOURVILLE  
20 h 00 - JOURNAL  
20 h 30 - STAR film américain  
23 h 15 - JOURNAL et fin

#### A 2

15 h 20 - 80 BOUGIES  
16 h 00 - LE MECANO DE LA «GENERAL» film muet  
17 h 15 - SILENCE, ON TOURNE  
18 h 00 - L'ÉTROIT MOUSQUETAIRES  
18 h 30 - SPORTS  
20 h 00 - JOURNAL  
20 h 30 - SYTÈME 2  
21 h 40 - QUE RESTE-T-IL DE 1900 ?  
23 h 20 - JOURNAL et fin

#### FR 3

20 h 35 - 80<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DU CINÉMA  
21 h 30 - JOURNAL et fin

Samedi, sur A2, suite du feuilleton «Splendeurs et misères courisanes».

Dimanche, à 16 heures, sur A2 «Le mécano de la General»: un des meilleurs Buster Keaton. Les aventures du mécano d'une locomotive -la General- pendant la guerre de sécession. Un chef d'œuvre du comique.

A 18 heures, sur A2, «L'étroit mousquetaire». Une interprétation bouffonne et farfelue du roman d'Alexandre Dumas, mise en scène et interprétée par Max Linder. Des gags qui s'enchaînent sur un rythme étourdissant : c'est la meilleure version cinématographique des trois mousquetaires : la seule qui ne soit pas ennuyeuse.

A 20 h 35, Louis Lumière, une émission de Henri Langlois. A l'occasion du 80<sup>e</sup> anniversaire du cinéma, le directeur de la cinématèque présente un hommage aux frères Lumière, inventeurs du cinématographe, construit à partir d'un montage de leurs films dont le célèbre «arroseur arrosé».

international

# República

ANNO III • 3. SERIE • N. 1745 • TERÇA-FEIRA, 16 DE DEZEMBRO DE 1977 • PREÇO 100

PRISÕES EM FRANÇA

doit vivre !

SUITE DE LA 1

En effet, Commissions de travailleurs, d'habitants, de soldats, ouvriers agricoles occupant leurs terres, allaient faire du journal leur tribune. Dans ses colonnes, la discussion s'engageait sur l'avenir de la révolution portugaise, sur d'importantes questions internationales telle que la nature du régime soviétique. Discussion pas toujours très claire, mais qui reflétait fidèlement les débats en cours au sein des masses.

Non seulement la rédaction, mais la diffusion, le soutien financier, étaient largement pris en mains par les masses. Si, sur la place centrale du Rossio, la vente de «República» tendait à baisser auprès des nantis qui fréquentent le quartier, en re-

vanche, il devenait le journal des usines et des champs, des bidonvilles et des employés pauvres. Alors que la bourgeoisie tentait de l'étrangler financièrement, en utilisant les dettes accumulées par l'ancienne direction, une souscription de masse sauvait le journal au mois de septembre.

Dans un éditorial, intitulé «La décision finale appartiendra aux travailleurs», la commission de travailleurs affirmait, le 17 décembre : «República, journal populaire au service des travailleurs, doit refléter la volonté et le point de vue des travailleurs. Le journal pourra et devra continuer si les travailleurs portugais entendent qu'il doit en être ainsi».

En France, une campagne hystérique s'était déclenchée, cet été, attribuant aux manœuvres du parti révisionniste ce qui était l'expression, dans le domaine de l'information, du mouvement profond des masses populaires. On attend aujourd'hui la réaction des chevaliers de la «liberté de presse», pour qui elle ne compte que lorsqu'elle joue en faveur de la bourgeoisie.

Ce que la classe ouvrière, les masses populaires de France, peuvent faire pour aider à l'expression de la volonté du peuple portugais, à la parution de República, ils doivent s'y employer aujourd'hui sans tarder.

Jean LERMET

## Comores :

### MANIFESTATIONS A MAYOTTE

Dans un message diffusé par le haut représentant des Comores, faisant état d'informations transmises par les autorités comoriennes de Moroni, on apprend qu'une manifestation s'est déroulée, mardi, dans la ville de Labatour, de l'île de Mayotte, contre la «présence administrative des militaires à Mayotte» et pour le rattachement de l'île à l'Etat comorien.

Malgré la proclamation unilatérale de l'indépendance des Comores, ex-colonies françaises, le 6 juin dernier, et l'admission récente du nouvel Etat comorien à l'ONU, des troupes françaises sont maintenues sur l'île de Mayotte : 200 légionnaires, encadrement français des forces armées ou policières.

L'enjeu pour l'impérialisme français est clair. Depuis qu'il a été obligé d'abandonner, suite aux luttes du peuple malgache, la base de Diego Suarez, l'impérialisme français veut s'assurer à tout prix une base stratégique navale à Dzaoudzi, capitale de Mayotte.

Pour ce faire, il cherche à maintenir la division des Comores, à empêcher le rattachement de Mayotte aux autres îles de l'Etat comorien, à s'appuyer sur les agissements de l'«Union pour la Défense des Intérêts de Mayotte», dirigée par le petit colon Marcel Henri qui réclame la «départementalisation» de Mayotte. Il s'efforce d'empêcher le gouvernement comorien d'assurer sa pleine souveraineté sur l'île Mayotte.

te, fin novembre, la police française a empêché le délégué à la défense et à la justice du Conseil Exécutif National Comorien, de séjourner dans l'île Mayotte.

L'impérialisme français n'hésite pas à employer d'autres moyens de pression sur la population de Mayotte, notamment la déportation de familles entières, dépouillées de leurs biens et envoyées dans les trois autres îles des Comores.

Enfin, dernière manœuvre de l'impérialisme français, O. Stirn promet un référendum sur le rattachement de l'île au nouvel Etat comorien et organise des actes de représailles contre les partisans de l'indépendance dans l'unité territoriale. Comme le déclarait un membre du Conseil Comorien : «lorsque le vote aura lieu, il n'y aura plus à Mayotte un seul partisan de l'indépendance».

L'Association des Stagiaires et Etudiants des Comores en appelle «à soutenir la lutte du peuple comorien en dénonçant fermement les manœuvres divisionnistes de la France et notamment son projet de référendum bidois à Mayotte pour soi-disant permettre à cette île de «choisir» ( ? ) son sort».

J.-P. M.



## Sahara Occidental : LE DÉSERT PLUTÔT QUE LA SOUMISSION

Depuis plusieurs semaines, les troupes marocaines et mauritaniennes tentent d'imposer par la force au peuple sahraoui le plan de partage de son territoire manigancé avec l'ancien occupant espagnol.

Selon de récentes informations, le Front de Libération de Saguia el Hamra et Rio de Oro (Front POLISARIO) vient de lancer une contre-offensive en vue de reprendre La Guera. Cette ville, au sud du pays, avait été occupée au prix de durs combats par l'armée mauritanienne, les combattants du F. POLISARIO portant même la guerre jusqu'en territoire mauritanien, dans la ville de Nouadhibou.

### AU NORD LES TROUPES MAROCAINES IMMOBILISÉES

Au nord les combats n'ont pas cessé depuis le début du mois de novembre. La grosse offensive lancée contre Smara par l'armée marocaine au début du mois de décembre ne lui a pas permis d'avancer. Les troupes marocaines sont immobilisées dans les anciens postes espagnols. Derrière leurs lignes les combattants du Front de Libération de Saguia el Hamra et Rio del Oro (F. POLISARIO) lancent des attaques incessantes, brèves et efficaces. Les convois organisés par l'armée marocaine sont de plus en plus gros pour parvenir à briser le blocus qu'impose la guérilla. Au début, raconte un combattant, ils ne comprenaient pas d'où venaient les brutales attaques qu'ils subissaient et au cours desquelles nombre d'entre eux étaient mis hors de combat.

A El Aioun, ils tiennent la ville mais ils ne peuvent pas en sortir. Les patrouilles qui s'aventurent hors des murs sont décimées. Le tapis roulant qui amène le phosphate de Bou Craa au port de El Aioun a été saboté et ne fonctionne

plus. Dans la ville même il y a des sabotages fréquents.

### LA PATTE DE GISCARD

Au sud, c'est au prix de lourdes pertes que l'armée mauritanienne a pu entrer à La Guera. Mais aussi grâce à un renforcement étonnant de son potentiel



militaire. On ne connaissait pas de bateau de guerre pour l'armée mauritanienne, sinon des vedettes garde-côte. Un destroyer bombardait la ville. On ne connaissait pas d'hélicoptères, il y eut des opérations hélicoptères. On savait que les Marocains avaient envoyé de grandes quantités d'armes, mais il est certain que le Maroc n'a pu tout fournir ; le gouvernement français a sans aucun doute livré des armes au gouvernement mauritanien, en vertu des accords de défense qui lient la Mauritanie et la France et qui n'ont jamais été dénoncés. De même les conseillers français accompagnent les envoyés marocains aux côtés du commandement marocain.

### UN CAMP EN PLEIN DÉSERT

Le Front POLISARIO combat héroïquement face aux troupes armées par Giscard, soutenues par les Etats-Unis. Il le peut parce que la résistance c'est l'affaire de tout le peuple.

Un habitant d'El Aioun raconte : «Quand les soldats marocains sont entrés dans le quartier de Yinla, qui est le quartier sahraoui, ils ont pénétré de force dans toutes les maisons. Les habitants étaient frappés violemment. Les suspects souvent désignés par l'armée espagnole ont été emme-

que plier sous l'occupant. Le désert c'est terrible. Sans eau au bout de quelques heures un enfant meurt. Pourtant femmes et enfants partirent. Dans toute la région le F. POLISARIO patrouillait pour retrouver ceux qui étaient égarés dans le désert, pour les aider. Il n'y avait rien pour accueillir tout ce monde. Les gens fuyaient le plus loin possible puis organisaient un camp que le front essaie de ravitailler. Dans ces camps, se trouvent les femmes, les enfants, les vieillards. Tous ceux qui ont l'âge de porter les armes sont au combat.

Je suis allé au camp de Mheirill, à 400 km d'El Aioun, distance que les gens avaient parcourue à pied. La situation est catastrophique. Les femmes et les enfants qui s'y trouvent n'ont rien. Ils sont plusieurs milliers ici sans même une tente. Les femmes ont pris leurs grands vêtements faits d'une pièce de tissu de 5m sur 2, elles en ont fait des abris en les attachant à plusieurs. Pour se protéger du froid très vif la nuit dans le désert, elles ont creusé des trous dans le sable pour y mettre les enfants. De suite, elles ont commencé à creuser des puits pour trouver de l'eau. Le Front les approvisionne autant qu'il le peut. Souvent des combattants apportent tout ce qu'ils ont pour le donner au camp. Car entre les combattants du Front et ceux qui ont fui les atrocités des troupes marocaines il n'y a pas de différence. Ils ont tout sacrifié pour chasser l'envahisseur.

enquête : Grégoire Carrat

Le FRAP de Lyon organise avec les camarades du Front POLISARIO une campagne de solidarité active avec le peuple sahraoui en lutte contre les visées annexionnistes de Hassan II, de Moktar Oul Dada, et de l'impérialisme US, pour l'indépendance du Sahara.

Vous pouvez envoyer vêtements et médicaments à l'adresse suivante :

3, rue Diderot - Lyon 1<sup>er</sup> (pour le Front POLISARIO)

### LECANUET EN ISRAËL : UNE VISITE «CHAUDEMMENT APPROUVÉE» PAR GISCARD

Hier, Lecanuet est arrivé pour trois jours en visite privée en Israël. Ce qui ne l'a pas empêché de rencontrer le premier ministre israélien, Rabin. On ne sait rien de cet entretien, si ce n'est qu'il s'est déroulé dans une «bonne ambiance». Cette visite a été, d'après Lecanuet, «chaudemment approuvée par le Président de la République». Lecanuet a aussi affirmé qu'il existe, entre les deux pays, «des divergences d'ordre politique, la France s'efforçant de tenir la balance égale entre Israël et les Arabes», balance qui tend petit à petit à revenir du côté du sionisme depuis la disparition politique de de Gaulle qui avait dénoncé l'occupant sioniste, «sûr de lui et dominateur».

### ANGOLA : L'INTERVENTION DES IMPÉRIALISMES SE DÉVELOPPE

A Moscou, le journal «Izvestia» affirme que l'URSS va poursuivre son «aide matérielle et morale à la lutte armée du MPLA», et déclare que l'intervention américaine aux côtés du FNLA est «contraire à la politique de détente». A Washington, les milieux proches de la CIA affirment que «le SDECE - service secret français - coopère avec la CIA et le président zairois Mobutu dans la fourniture d'armes et de fonds au FNLA». De plus, la France soutiendrait financièrement le «Front de Libération de l'enclave de Cabinda». Les compagnies françaises de pétrole opérant au Gabon (voisin de Cabinda) cherchent à faire main basse sur cette enclave angolaise par l'intermédiaire du FLEC. Ces interventions étrangères des puissances impérialistes sont la seule cause d'une guerre visant au partage des richesses angolaises, contre la volonté d'indépendance et de libération du peuple angolais.

### ARGENTINE : L'ARMÉE MENACE D'INTERVENIR

Après avoir écrasé la tentative de prise d'assaut de l'arsenal «Bernal» près de Buenos-Aires par les «Montoneros» (péronistes de gauche) qui a fait près de 100 morts, le gouvernement argentin a dissous le «Parti justicialiste authentique», organisation politique officielle des péronistes de gauche. D'autre part, l'armée pour la première fois est officiellement intervenue dans les affaires civiles. Le général Jorge Videla, commandant en chef de l'armée de terre, a en effet déclaré que l'armée «réclame avec anxiété mais fermeté, une prise de conscience pour que des réformes soient faites». Il a d'autre part dénoncé, face au développement de l'activité des Montoneros, «l'intolérable résignation de la population qui compromet les traditions argentines et le mode de vie chrétiens».